

Evacuations de roms : des niveaux jamais atteints !

Tout en prônant un « pacte de dignité », le gouvernement poursuit les évacuations violentes, brutales et inutiles. Les nouvelles données délivrées par la Ligue des droits de l'Homme (LDH) et European Roma Rights Centre (ERRC) viennent d'être publiées dans le recensement des évacuations forcées du troisième trimestre 2013. Elles confirment que les évacuations forcées des Roms ont perduré à un rythme élevé, 5.003 durant le troisième trimestre 2013 avec une accentuation durant les mois de juillet et août. L'Ile de France, dont le département de Seine-Saint-Denis détient le record des expulsions, connaît la plus forte augmentation. Dans les autres régions (incluant Paca, Rhône-Alpes et le Nord), les évacuations forcées ont perduré à un rythme élevé mais stable.

En tout, il y a eu 56 évacuations perpétrées par les forces de l'ordre concernant 5.003 personnes et 5 évacuations suite à un incendie affectant 500 personnes.

On observe par ailleurs un nombre croissant de bidonvilles qui sont abandonnés par les habitants avant l'intervention des forces de l'ordre pour éviter les traumatismes et la perte de leurs biens.

Ces expulsions interviennent sans solution alternative crédible de relogement ni d'accompagnement social. Comme durant le deuxième trimestre 2013, la mise en application de la circulaire interministérielle du 26 août 2012 «*relative à l'anticipation et à l'accompagnement des opérations d'évacuation des campements illicites*» reste rare, disparate et généralement superficielle. Elle s'apparente plus souvent à un recensement des populations qu'à un réel et durable travail social d'insertion.

Ainsi, le Préfet de Seine-Saint-Denis, Mr Philippe Galli, reconnaît qu'il n'applique pas correctement la circulaire arguant du fait qu'il ne dispose pas de moyens suffisants¹.

Comme depuis plusieurs années, les traumatismes faisant suite aux évacuations forcées continuent de provoquer une précarité de plus en plus grande. La marginalisation et la stigmatisation de ces populations augmentent. Il faut constater que cette politique inutile et coûteuse est dangereuse. Les discours de haine prononcés par des responsables politiques se multiplient. Les propos récents du ministre de l'intérieur alimentent les préjugés et concourent aux stigmatisations et au rejet subi par la population roms.

Nous demandons une nouvelle fois l'arrêt immédiat de cette politique: les évacuations forcées ne peuvent se perpétuer au mépris des traités internationaux et européens. Au-delà de l'application concrète de la circulaire du 26 août, nous demandons par ailleurs qu'une véritable politique d'insertion pour ces personnes en grande précarité soit mise en place. Cette politique devra dépasser celle qui «*anticipe et accompagne*» leurs expulsions ou leurs évacuations forcées.

¹ COMPLÉMENT D'ENQUÊTE, " Manuel Valls : l'ambitieux ", France 2, Diffusé le jeu. 12-09-13 à 22:15